

Unité nationale

trait de s'acquitter mieux de sa tâche mais de trouver un nouvel arrangement constitutionnel pour le pays.

J'ai entendu un nouveau député fort sage dire au caucus qu'il n'aimait guère le dualisme dans le débat sur l'unité. C'est une observation curieuse mais très sensée. Je pense qu'il y a trop de dualisme au Canada. Lorsqu'on discute de notre avenir, ne pourrait-on pas le faire en tant que Canadiens tout simplement, et non pas en tant que bons ou méchants, que fédéralistes ou autres: en tant que Canadiens plutôt qui, chacun à sa façon et selon ses propres moyens, a à cœur le sort de son pays.

Des voix: Bravo!

M. Fairweather: Je suppose que la plupart d'entre nous—pour ne pas dire nous tous, car on l'entend dire sans fin depuis le 15 novembre—s'opposent au statu quo. Si l'on refuse le statu quo et que l'on veut être logique—je sais que c'est dangereux—alors il faut trouver de nouveaux arrangements.

Je vais flatter ma vanité et celle de quelques autres députés qui ont proposé de nouveaux arrangements au gouvernement et au Parlement. Nous les avons faites ici même il y a cinq ans, ces suggestions. Il est intéressant de voir que certaines des suggestions d'un ancien comité mixte faites après ses déplacements au Canada sont maintenant approuvées par les ministères et organismes du gouvernement. J'espère que le nouveau comité saura profiter des réalisations de son prédécesseur. Les recommandations du comité mixte sont d'une actualité et d'une audace impressionnantes. Un nouveau comité pourra s'en inspirer pour entreprendre un nouvel examen de la question.

Saul Bellow a écrit un ouvrage intitulé «Journey to Jerusalem». Il y mentionne qu'Israël se préoccupe de sa survivance. En qualité d'artiste et d'écrivain, il s'inquiète parce qu'un pays qu'il admire est si intégralement engagé à assurer sa survivance qu'il perd de vue d'autres éléments essentiels. Nous pouvons remercier Dieu que le Canada n'ait pas à faire face à des menaces provenant de l'extérieur, mais nous devons évidemment en affronter certaines à l'intérieur. J'espère que l'unité nationale ne deviendra pas une préoccupation qui accapara le gouvernement au point qu'il oublie les autres éléments de la citoyenneté. Un paragraphe de l'ouvrage s'applique particulièrement bien à notre pays.

Il y a une semaine, j'interrogeais un ministre au sujet d'une certaine orientation de principe, mais—je ne conteste pas ses motifs—il répondait que l'unité nationale préoccupe son ministère et que la décision en question devra être différée. Cette réponse appelle de nouvelles questions. Je préviens mes collègues que nos compatriotes n'auront pas intérêt à se lancer dans ce débat si le gouvernement en prend prétexte pour ne rien faire. Ce thème de l'unité nationale présente un danger pour le pays, en ce qu'il risque de servir de prétexte à retarder d'autres décisions indispensables. Je ne ferai pas l'énumération de ces décisions parce que le temps manque et que d'autres députés ont déjà parlé des questions économiques, sociales et culturelles qui attendent une décision.

● (2220)

Dans le choix de l'orientation à donner au pays, j'espère que le cabinet optera dans le sens d'une population vivante et enthousiaste de celle que nous avons il y a dix ans comme l'a dit mon chef, pendant ce phénomène qu'a été l'Exposition de 1967 qui a marqué le centenaire de la Confédération. Le

[M. Fairweather.]

gouvernement trouvera là l'occasion de donner sa mesure. J'espère qu'il ira plus loin que la simple obligation d'empêcher le pays d'éclater.

J'ai une autre observation à présenter. Le caractère introspectif de ce débat m'inquiète un peu. Qu'est-ce que l'étranger pense de nous dans cette crise, dans ce déballage de linge sale? Son opinion compte-t-elle? Pour ma part, j'estime que la survie de notre pays importe beaucoup au reste du monde.

Sans vouloir me vanter, j'ai pu observer dans ma carrière politique des floraisons de démocratie pour ainsi dire. Je me rappelle ce qui s'est passé en Grèce lorsqu'on a renversé les colonels. Ces derniers mois, nous avons suivi l'évolution remarquable survenue en Espagne. Il y a eu d'abord le référendum, puis l'élection démocratique d'un gouvernement. Pas un Espagnol de moins de 64 ans n'avait encore voté dans son pays. Voilà deux exemples, et il y a celui de l'Inde. En fait, nous avons eu hier un nouvel exemple de la négation de la règle de droit dans un autre pays du Commonwealth. Nous avons donc des liens de parenté avec les pays du monde qui inclinent vers les institutions démocratiques. Ces pays s'intéressent à la façon dont nous aménageons nos institutions, dont nous relevons les défis dont nous trouverons peut-être la façon de poursuivre dans la compréhension mutuelle et la bonne volonté ce que j'avais l'habitude d'appeler une précieuse expérience. Un ami m'a dit que l'épithète de précieuse n'était pas assez forte, qu'il fallait parler de noble expérience, car disait-il, l'existence même du pays est une noble expérience de partage.

Un des éléments du fédéralisme est le partage des pouvoirs. Les frustes parlent de parts du gâteau. On peut utiliser d'autres exemples: j'espère que je n'offense personne. Quelqu'un a peut-être parlé de parts du gâteau au cours du débat. «Le gâteau» n'est pas une vilaine métaphore, il signifie le Canada. Mais il y a un autre élément essentiel, la conciliation. George Woodcock en a parlé dans son petit livre sur le Canada écrit au moment du centenaire. Il a parlé de deux éléments essentiels pour assurer le bon fonctionnement d'un système fédéral: le partage et la conciliation. Je regrette de dire que j'ai eu bien peu de preuves dernièrement dans notre pays de la faculté de concilier.

D'après le dernier dénombrement, il y a dans le monde seulement une douzaine ou une douzaine et demie de systèmes fédéraux. Les spécialistes pourront peut-être confirmer mes chiffres. Le ministre des Transports (M. Lang) le pourrait peut-être. Je ne suis pas sûr de mes chiffres. Je suppose qu'il n'y a pas plus d'une douzaine ou de quinze États fédéraux dans le monde. Ceux d'entre nous qui croient dans le système fédéral ont une responsabilité énorme, celle de montrer au monde que le système fonctionne et qu'il est le meilleur pour un pays de la taille du nôtre et où l'on parle plus d'une langue.

Je me permettrai de terminer sur cette note. La question linguistique a certes été immensément embrouillée par le fait que bon nombre d'habitants de notre pays n'ont pas encore accepté d'apprendre une autre langue. Beaucoup de gens associent une autre langue à des expériences émotionnelles, à des sentiments de crainte ou des impressions de menace, dus peut-être à la rigidité de l'application de la loi sur les langues officielles, comme l'a souligné le chef de notre parti.

Je ne m'attends pas à ce que l'on se souvienne de ma modeste contribution, mais elle sera consignée au compte rendu et personne ne pourra rien y changer. Je plaide en